

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 1er février 1999.

E. DI RUPO

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 1 februari 1999.

E. DI RUPO

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 99 — 468

[C - 99/09106]

**2 FEVRIER 1999. — Arrêté royal
fixant le règlement particulier
du tribunal de première instance de Louvain**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment les articles 76 à 78, l'article 79, modifié par les lois des 18 juillet 1991, 21 janvier 1997 et 10 mars 1997, l'article 80, modifié par les lois des 18 juillet 1991 et 10 mars 1997, l'article 88, modifié par la loi du 15 juillet 1970, l'article 89, modifié par la loi du 17 février 1997, l'article 90, l'article 91, remplacé par la loi du 25 juillet 1985 et modifié par les lois des 3 août 1992 et 11 juillet 1994, l'article 92, modifié par les lois des 28 juin 1974, 25 juillet 1985 et 3 août 1992, l'article 93, l'article 94, modifié par la loi du 12 mars 1998 et les articles 95 à 97;

Vu l'avis du premier président de la Cour d'appel de Bruxelles, du premier président de la Cour du travail de Bruxelles, du procureur général à Bruxelles, du président du tribunal de première instance de Louvain, du procureur du Roi à Louvain, du greffier en chef du tribunal de première instance de Louvain et du bâtonnier de l'Ordre des avocats à Louvain;

Vu l'arrêté royal du 17 avril 1986 fixant le règlement particulier du tribunal de première instance de Louvain;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tribunal de première instance de Louvain comprend vingt-trois chambres, soit treize chambres civiles, huit chambres correctionnelles et deux chambres de la jeunesse.

Art. 2. Les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième et quinzième chambres connaissent des affaires civiles.

Les seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt et unième et vingt-deuxième chambres connaissent des affaires correctionnelles.

Les treizième et quatorzième chambres connaissent des affaires relevant de la compétence du tribunal de la jeunesse.

La vingt-troisième chambre siège en tant que chambre du conseil en matière pénale.

Art. 3. Les troisième, cinquième, sixième, dix-septième et vingtième chambres sont composées de trois juges; les autres chambres et le bureau d'assistance judiciaire sont composés d'un juge.

Art. 4. Les chambres tiennent audience comme suit :

- la première chambre, le lundi;
- la deuxième chambre, le lundi;
- la troisième chambre, le vendredi;
- la quatrième chambre, le jeudi;
- la cinquième chambre, le mercredi;
- la sixième chambre, le vendredi;
- la septième chambre, le mardi;
- la huitième chambre, le mardi;
- la neuvième chambre, le mercredi;
- la dixième chambre, le jeudi;
- la onzième chambre, le vendredi;
- la douzième chambre, le vendredi;
- la treizième chambre, le mercredi;
- la quatorzième chambre, le mercredi;

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 468

[C - 99/09106]

**2 FEBRUARI 1999. — Koninklijk besluit
tot vaststelling van het bijzonder reglement
voor de rechtbank van eerste aanleg te Leuven**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op de artikelen 76 tot 78, artikel 79, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1991, 21 januari 1997 en 10 maart 1997, artikel 80, gewijzigd bij de wetten van 18 juli 1991 en 10 maart 1997, artikel 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, artikel 89, gewijzigd bij de wet van 17 februari 1997, artikel 90, artikel 91, vervangen bij de wet van 25 juli 1985 en gewijzigd bij de wetten van 3 augustus 1992 en 11 juli 1994, artikel 92, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1974, 25 juli 1985 en 3 augustus 1992, artikel 93, artikel 94, gewijzigd bij de wet van 12 maart 1998, en op de artikelen 95 tot 97;

Gelet op het advies van de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Brussel, van de eerste voorzitter van het Arbeidshof te Brussel, van de procureur-generaal te Brussel, van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, van de procureur des Konings te Leuven, van de hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Leuven;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 april 1986 tot vaststelling van het bijzonder reglement van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De rechtbank van eerste aanleg te Leuven bestaat uit drieëntwintig kamers waarvan dertien kamers voor burgerlijke zaken, acht kamers voor correctionele zaken en twee jeugdkamers.

Art. 2. De eerste, de tweede, de derde, de vierde, de vijfde, de zesde, de zevende, de achtste, de negende, de tiende, de elfde, de twaalfde en de vijftiende kamer nemen kennis van de burgerlijke zaken.

De zestiende, de zeventiende, de achttiende, de negentiende, de twintigste, de eenentwintigste en de tweeëntwintigste kamer nemen kennis van de correctionele zaken.

De dertiende en de veertiende kamer nemen kennis van de zaken die tot de bevoegdheid van de jeugdrechtbank behoren.

De drieëntwintigste kamer houdt zitting als raadkamer in strafzaken.

Art. 3. De derde, de vijfde, de zesde, de zeventiende en de twintigste kamer bestaan uit drie rechters, de andere kamers en het bureau voor rechtsbijstand bestaan uit één rechter.

Art. 4. De kamers houden zitting als volgt :

- de eerste kamer, op maandag;
- de tweede kamer, op maandag;
- de derde kamer, op vrijdag;
- de vierde kamer, op donderdag;
- de vijfde kamer, op woensdag;
- de zesde kamer, op vrijdag;
- de zevende kamer, op dinsdag;
- de achtste kamer, op dinsdag;
- de negende kamer, op woensdag;
- de tiende kamer, op donderdag;
- de elfde kamer, op vrijdag;
- de twaalfde kamer, op vrijdag;
- de dertiende kamer, op woensdag;
- de veertiende kamer, op woensdag;

- la quinzième chambre, le mardi après-midi;
- la seizième chambre, le lundi;
- la dix-septième chambre, le mardi;
- la dix-huitième chambre, le mardi;
- la dix-neuvième chambre, le mercredi;
- la vingtième chambre, le jeudi;
- la vingt et unième chambre, le vendredi;
- la vingt-deuxième chambre, le mardi après-midi;
- la vingt-troisième chambre, le mardi et le vendredi.

Art. 5. Les audiences des première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième, vingtième et vingt et unième chambres commencent à 9 heures.

Les audiences des quinzième et vingt-deuxième chambres commencent à 14 heures.

Les audiences des treizième et quatorzième chambres commencent à 9 heures et à 14 heures.

La durée de ces audiences est de trois heures au moins, ou jusqu'à l'épuisement du rôle.

Les audiences de la chambre du conseil en matière pénale se tiennent chaque fois que les nécessités du service le justifient et commencent à 9 heures.

Si la chambre du conseil tient audience un jour suivant un jour férié, l'audience commence à 14 heures.

Art. 6. Le président du tribunal ou le juge qui le remplace tient ses audiences en référé, le lundi et le jeudi, à 9 heures.

Le président du tribunal siège en ce qui concerne les comparutions prescrites par la loi en matière de divorce et de séparation de corps par consentement mutuel, le mardi.

Le juge des saisies tient audience le mardi à 14 heures pour les requêtes introduites comme en référé.

Le bureau d'assistance judiciaire tient audience le jeudi.

Les audiences des témoins ont lieu tous les jours ouvrables.

Art. 7. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires, dont elles fixent elles-mêmes les jours et heures, avec l'accord du président du tribunal.

Art. 8. Le président du tribunal peut, lorsque les besoins du service le justifient, et après avoir pris l'avis du procureur du Roi et du greffier en chef du tribunal de première instance, décider de faire tenir des audiences supplémentaires, dont il fixe les jours et heures, par une ou plusieurs chambres, le bureau d'assistance judiciaire, le juge des saisies, le président siégeant en référé ou le président siégeant en matière de divorce et de séparation de corps par consentement mutuel.

Art. 9. Le président du tribunal peut, après avoir pris l'avis du procureur du Roi et du greffier en chef, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Art. 10. Les introductions se font :

§ 1^{er} devant le tribunal civil :

1° pour les actions civiles qui doivent être attribuées à une chambre composée de trois juges, conformément à l'article 92, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 5° et 6° du Code judiciaire : à l'audience de la troisième chambre;

2° en matière de divorce pour cause déterminée et pour les actions civiles dont la communication au ministère public est prévue par la loi, excepté les actions visées au § 1^{er}, 1° : à l'audience de la première chambre;

3° dans les affaires pour lesquelles la communication au ministère public est obligatoire conformément à l'article 764 du Code judiciaire, pour autant qu'elles ne soient pas attribuées à une chambre à trois juges, les requêtes en homologation d'une modification du régime matrimonial et les affaires visées à l'article 93 du Code judiciaire : à l'audience de la deuxième chambre;

4° en ce qui concerne toutes les demandes civiles non visées aux 1°, 2° et 3° : à l'audience de la quatrième chambre;

- de vijftiende kamer, op dinsdagnamiddag;
- de zestiende kamer, op maandag;
- de zeventiende kamer, op dinsdag;
- de achttiende kamer, op dinsdag;
- de negentiende kamer, op woensdag;
- de twintigste kamer, op donderdag;
- de eenentwintigste kamer, op vrijdag;
- de tweeëntwintigste kamer, op dinsdagnamiddag;
- de drieëntwintigste kamer, op dinsdag en vrijdag.

Art. 5. De zittingen van de eerste, de tweede, de derde, de vierde, de vijfde, de zesde, de zevende, de achtste, de negende, de tiende, de elfde, de twaalfde, de zestiende, de zeventiende, de achttiende, de negentiende, de twintigste en de eenentwintigste kamer beginnen om 9 uur.

De zittingen van de vijftiende en de tweeëntwintigste kamer beginnen om 14 uur.

De zittingen van de dertiende en de veertiende kamer beginnen om 9 uur en om 14 uur.

Deze zittingen duren ten minste drie uur, tenzij de rol voordien is uitgeput.

De zittingen van de raadkamer in strafzaken worden gehouden telkens wanneer het nodig is voor de behoeften van de dienst en beginnen om 9 uur.

Ingeval de raadkamer zitting houdt op een dag volgend op een feestdag begint de zitting om 14 uur.

Art. 6. De voorzitter van de rechtbank of de rechter die hem vervangt, houdt zitting in kort geding op maandag en donderdag, telkens om 9 uur.

De voorzitter van de rechtbank houdt zitting inzake de door de wet voorgeschreven verschijningen betreffende echtscheiding en scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming, op dinsdag.

De beslagrechter houdt zitting inzake vorderingen ingesteld zoals in kort geding, op dinsdag om 14 uur.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op donderdag.

De getuigenverhoren worden iedere werkdag gehouden.

Art. 7. De kamers kunnen, naargelang de behoeften van de dienst, buitengewone zittingen houden waarvan ze zelf de dag en het uur vaststellen, in overeenstemming met de voorzitter van de rechtbank.

Art. 8. Indien de behoeften van de dienst het vergen, kan de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de procureur des Konings en van de hoofdgriffier van de rechtbank van eerste aanleg ingewonnen te hebben, beslissen dat een of meer kamers, het bureau voor rechtsbijstand, de beslagrechter, de voorzitter zetelend in kort geding of de voorzitter zetelend in zake echtscheiding of scheiding van tafel en bed door onderlinge toestemming, bijkomende zittingen houden op de dag en het uur die hij vaststelt.

Art. 9. De voorzitter van de rechtbank kan, na het advies van de procureur des Konings en van de hoofdgriffier ingewonnen te hebben, voorlopig het aantal en de bevoegdheden van de kamers wijzigen.

Art. 10. De inleidingen geschieden :

§ 1. voor de burgerlijke rechtbank :

1° inzake burgerlijke rechtsvorderingen die overeenkomstig artikel 92, § 1, 1°, 2°, 3°, 5° en 6° van het Gerechtelijk Wetboek moeten worden toegewezen aan een kamer met drie rechters : op de zitting van de derde kamer;

2° inzake echtscheidingen op grond van bepaalde feiten en inzake burgerlijke rechtsvorderingen betreffende de aan het openbaar ministerie verplicht mededeelbare zaken, behalve de onder § 1, 1° vermelde vorderingen : op de zitting van de eerste kamer;

3° in zaken waaromtrent verplichte mededeling aan het openbaar ministerie voorzien is door artikel 764 van het Gerechtelijk Wetboek, voor zover ze niet aan een kamer met drie rechters moeten toegewezen worden, de verzoeken tot homologatie tot wijziging van huwelijksvermogensvoorwaarden en de zaken vermeld in artikel 93 van het Gerechtelijk Wetboek : op de zitting van de tweede kamer;

4° inzake alle burgerlijke vorderingen die niet begrepen zijn onder 1°, 2° en 3° : op de zitting van de vierde kamer;

§ 2. devant le tribunal correctionnel :

1° pour les citations directes qui doivent être attribuées à une chambre composée de trois juges conformément à l'article 92, § 1^{er}, 4° du Code judiciaire : à l'audience de la dix-septième et de la vingtième chambre;

2° pour les appels contre les jugements du tribunal de police, siégeant en matière pénale : à l'audience de la vingtième chambre;

3° pour les citations directes en matière pénale autres que celles visées ci-dessus, qui sont attribuées à une chambre à juge unique : à l'audience des seizième, dix-huitième, dix-neuvième et vingt et unième chambres; le ministère public est avisé par la partie citante et reçoit communication des pièces trois jours au moins avant l'appel de la cause;

4° pour les affaires où l'action publique est exercée par l'auditeur du travail conformément à l'article 155 du Code judiciaire : à l'audience de la vingt-deuxième chambre;

§ 3. devant le président du tribunal siégeant en référé : aux audiences du lundi et du jeudi;

§ 4. devant le juge des saisies : à l'audience de la quinzième chambre;

§ 5. devant le tribunal de la jeunesse :

1° pour les mesures à prendre à l'égard des mineurs, conformément à la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse et les décrets coordonnés du 4 avril 1990 : à l'audience de la treizième chambre;

2° en ce qui concerne les autres affaires relevant de la compétence du juge de la jeunesse : à l'audience de la quatorzième chambre;

§ 6. devant le bureau d'assistance judiciaire : à l'audience du jeudi.

Art. 11. Le président du tribunal distribue les affaires civiles selon les nécessités du service.

Le président distribue les affaires pénales, sur la proposition du procureur du Roi.

Art. 12. Le président du tribunal arrête le tableau de service des juges d'instruction et la répartition entre eux des affaires.

Les affaires dans lesquelles le procureur du Roi a requis une enquête sont distribuées au juge d'instruction de service à la date du réquisitoire.

Lorsque les nécessités du service ou la bonne administration de la justice le justifient, le président du tribunal peut déroger au tableau de service et à la répartition des affaires ou distribuer à un juge d'instruction une affaire dont un autre juge d'instruction est saisi.

Art. 13. Le président du tribunal fixe, après avoir pris l'avis du procureur du Roi, les jours et heures des audiences de vacation. Il établit en outre, la liste des magistrats qui y siègent.

Le président du tribunal peut en tout temps modifier ce tableau selon les nécessités du service.

Art. 14. Le premier président de la Cour d'appel et le procureur du Roi sont informés des ordonnances prises par le président du tribunal sur la base des articles 80 et 89 du Code judiciaire et du présent règlement.

Ces ordonnances sont affichées au greffe du tribunal.

Art. 15. L'arrêté royal du 17 avril 1986 fixant le règlement particulier du tribunal de première instance de Louvain, est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} septembre 1998.

Art. 17. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 février 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

§ 2. voor de correctionele rechtbank :

1° inzake rechtstreekse dagvaardingen die overeenkomstig artikel 92, § 1, 4° van het Gerechtelijk Wetboek moeten toegewezen worden aan een kamer met drie rechters : op de zitting van de zeventiende en de twintigste kamer;

2° inzake de hogere beroepen tegen vonnissen van de politierechtbank, zetelend in strafzaken : op de zitting van de twintigste kamer;

3° inzake rechtstreekse dagvaardingen in andere strafzaken die behandeld worden door een kamer met een rechter : op de zitting van de zestiende, de achttiende, de negentiende en de éenentwintigste kamer; in deze gevallen moet het openbaar ministerie door de dagvaardende partij vooraf worden verwittigd en dient het ten minste drie dagen voor de oproeping van de zaak inzage te krijgen van de stukken;

4° betreffende de zaken waar het openbaar ministerie zal worden waargenomen door de arbeidsauditeur overeenkomstig artikel 155 van het Gerechtelijk Wetboek : op de zitting van de tweeëntwintigste kamer;

§ 3. voor de voorzitter van de rechtbank zetelend in kort geding : op de zittingen van maandag en donderdag;

§ 4. voor de beslagrechter : op de zitting van de vijftiende kamer;

§ 5. voor de jeugdrechtbank :

1° inzake maatregelen ter bescherming van de minderjarigen overeenkomstig de wet van 8 april 1965 op de jeugdbescherming en de gecoördineerde decreten van 4 april 1990 : op de zitting van de dertiende kamer;

2° in de andere zaken die tot de bevoegdheid van de jeugdrechter behoren : op de zitting van de veertiende kamer;

§ 6. voor het bureau voor rechtsbijstand : op de zitting van donderdag.

Art. 11. De toedeling van de burgerlijke zaken geschiedt door de voorzitter van de rechtbank volgens de behoeften van de dienst.

De strafzaken worden door de voorzitter toebedeeld op voorstel van de procureur des Konings.

Art. 12. De voorzitter van de rechtbank bepaalt de dienstregeling van de onderzoeksrechters en de verdeling van de zaken onder hen.

De zaken waarin de procureur des Konings een onderzoek vordert, worden toebedeeld aan de onderzoeksrechter met dienst op de datum van de vordering.

Indien de behoeften van de dienst of een goede rechtsbedeling het vergen kan de voorzitter van de rechtbank afwijken van de dienstregeling en van de verdeling van de zaken of aan een onderzoeksrechter een zaak toebedelen die voor een andere onderzoeksrechter aanhangig is.

Art. 13. De voorzitter van de rechtbank stelt vast, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, de dag en het uur van de vacanzesittingen. Hij maakt bovendien de lijst op van de magistraten die er zitting houden.

De voorzitter van de rechtbank kan altijd de lijst wijzigen wegens de behoeften van de dienst.

Art. 14. Van de beschikkingen die de voorzitter van de rechtbank op grond van de artikelen 80 of 89 van het Gerechtelijk Wetboek of op grond van dit reglement neemt wordt kennis gegeven aan de eerste voorzitter van het Hof van Beroep en aan de procureur des Konings.

Deze beschikkingen worden ter griffie van de rechtbank aangeplakt.

Art. 15. Het koninklijk besluit van 17 april 1986 tot vaststelling van het bijzonder reglement van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 september 1998.

Art. 17. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 februari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS